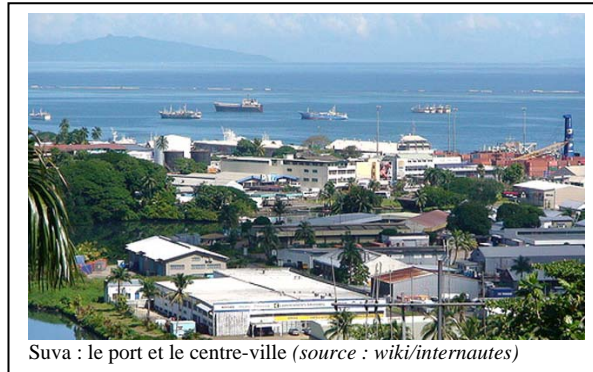
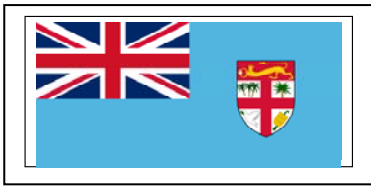


# FIDJI



Suva : le port et le centre-ville (source : wiki/internautes)



Photo Robert Lindsay

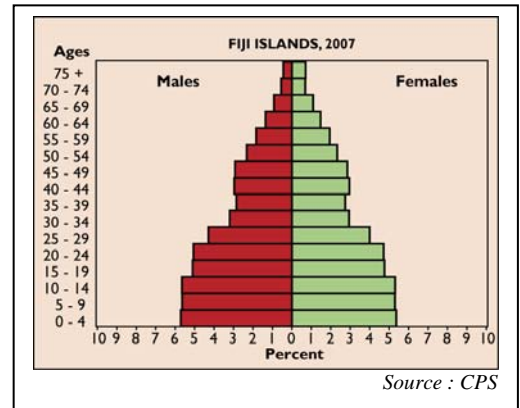
**Type de gouvernement :**  
République ( ? )

## Tableau de bord

**Population :** 845 000 hab. (2009)    **Monnaie :** dollar fidjien  
**Superficie :** 18 300 km<sup>2</sup>    **PIB / hab. :** 6 000 dollars US  
**Densité :** 46 hab. / km<sup>2</sup>    **Taux de croissance (2007) :** 3 %  
**Capitale :** Suva    **IDH :** 0,864

Taux de natalité	22‰	Taux d'accr. de pop.	5‰
Taux de mortalité	9‰	Taux de mort. inf. (2006)	20‰
Solde migratoire	- 8‰	Espérance de vie	64

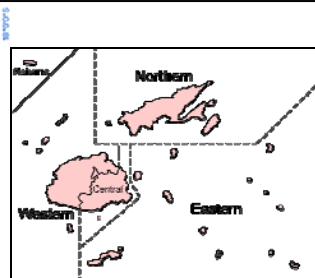
Données 2009 (sources croisées : CPS, Banque mondiale, Index mundi, OMS, FMI)



## Aperçu géographique



La République des îles Fidji se compose de 322 îles (dont 106 habitées) et de 522 îlots. Environ 87 % de sa population se concentre sur les deux îles principales de Viti Levu et Vanua Levu, qui couvrent 87 % environ de la superficie totale du pays (18 274 km<sup>2</sup>). La République a pour capitale Suva, située au sud-est de Viti Levu. Il existe deux autres villes importantes : Lautoka et Savusavu (sur Vanua Levu). L'aéroport international de Nadi (on prononce Nandi) se trouve au nord-ouest de Viti Levu, près de Lautoka, à l'opposé donc de la capitale.



Les îles Fidji sont découpées en quatre « divisions » : centre, nord, occidentale, orientale et une dépendance, Rotuma, située au nord de l'archipel.

## Situation économique

La situation économique s'est rétablie après le coup d'État de 2000, malgré l'émigration massive des Indo-Fidjiens. L'OCDE estime que Fidji a alors perdu 61 % de sa main d'œuvre qualifiée, souvent remplacée par une immigration d'origine chinoise. L'économie a ainsi connu une croissance de 3% pour 2006. Le secteur du tourisme, principal pourvoyeur de devises, est resté le moteur de la croissance avec 507.000 touristes enregistrés en 2004 (+ 18% par rapport à 2003). D'autres secteurs ont progressé, comme l'extraction de l'or, l'industrie forestière ou la production d'eau minérale. Les investissements étrangers ont augmenté. Depuis le coup d'état du 5 décembre 2006, la situation économique s'est à nouveau dégradée au point que le gouverneur de la Banque centrale estime que l'économie ne devrait pas pouvoir retrouver avant 2009 son niveau de 2006. La croissance devrait être négative en 2007 (estimation -2,5%). Le tourisme en particulier subit de plein fouet les répercussions de la crise politique.

Le secteur sucrier (10% du PNB, 200 000 emplois directs et indirects), qui dépend de l'accès privilégié au marché européen, traverse une crise profonde.

Dans le cadre de la réforme de l'organisation commune du marché du sucre, Fidji bénéficie d'un programme d'accompagnement financé au titre des actions extérieures de l'Union Européenne. L'allocation 2007 sera nulle. Les allocations 2008 à 2010 seront liées à la bonne mise en œuvre des engagements contractés par le gouvernement intérimaire pour un retour à la démocratie.

Source : France Diplomatie, mis à jour le 6 mars 2008

## Quelques éléments pour mieux comprendre la situation aux îles Fidji...

Fidji devient colonie britannique en 1874. Les Anglais y font venir des travailleurs indiens pour les plantations de coton puis de canne à sucre entre 1878 et 1920. En 1963, Fidji accède à l'autonomie, avec la mise en place d'un conseil exécutif, qui devient conseil des ministres en 1965 et d'un conseil législatif à majorité locale. La colonie accède à l'indépendance en 1970. L'indépendance met face à face deux communautés aux effectifs à peu près égaux mais qui ne peuvent s'entendre pour partager le pouvoir... Mais la constitution bien peu démocratique, imaginée par les Anglais sous la pression des Mélanésiens, ne permet théoriquement pas aux Indiens de s'emparer du pouvoir. Par ailleurs, les Mélanésiens contrôlent la police, l'armée et le foncier, alors que les Indiens dominent le commerce.

### Analyse de la situation depuis 1970 par Hélène GOIRAN, doctorante en histoire militaire (février 2009)

L'implication de l'armée dans la vie politique fidjienne est évidente depuis 1987, alors que, jusque-là, le pays paraissait stable et peu menacé par un coup de force des militaires, ceux-ci étant très engagés dans les opérations de paix internationales et montrés en exemple pour leur valeur et leur professionnalisme. La population fidjienne, composée de deux communautés d'importance comparables, les Mélanésiens et les Indo-Fidjiens, vécut dans la paix tant que les autochtones gardèrent le pouvoir politique. À partir de leur indépendance, en 1970, les Fidji furent gouvernées par le parti de l'Alliance, son leader, *Ratu Mara* étant le Premier ministre. Les ministres étaient majoritairement des Fidjiens. Les élections d'avril 1987 virent la défaite de *Ratu Mara* et de son parti face à une coalition composée du *National Federation Party (N.F.P.)* et du parti travailliste, le *Fiji Labour Party (F.L.P.)*, récemment créé. Cette coalition était conduite par le docteur (Fidjien de souche) Timoci Bavadra. Ce Mélanésien progressiste devint Premier ministre et composa un gouvernement multiracial. Beaucoup de Fidjiens de souche y virent la perte de leur pouvoir politique au profit des Indo-Fidjiens, qui détenaient déjà une large part du pouvoir économique. Les groupes nationalistes se mobilisèrent et la tension monta. Peu importaient la légalité et l'équité, c'était une question de légitimité. Les nationalistes considéraient que leur suprématie était quasiment de droit divin, s'appuyant sur l'Ancien testament et des terres données par Dieu aux peuples élus... L'armée était presque entièrement fidjienne, la police l'était en majorité. Beaucoup de leaders coutumiers avaient une instruction militaire... Rares étaient les Indiens à avoir une telle formation. Les Mélanésiens avaient donc le monopole de la force légale. Le 14 mai, l'officier qui était le numéro trois des *Royal Fiji Military Forces*, le lieutenant-colonel Sitiveni Rabuka, opéra un coup d'État. Malgré les pressions internationales, Rabuka et ses partisans restèrent au pouvoir pendant 12 ans.

En 1999, les élections furent remportées par le parti travailliste. Son leader, l'Indo-Fidjien Mahendra Chaudhry, fut nommé à la tête d'un gouvernement multiracial de coalition. L'agitation monta dans l'archipel. Le 19 mai 2000, dans la foulée d'une grande manifestation nationaliste dans les rues de Suva, un groupe mené par un homme d'affaires douteux, mi-mélanésien, mi-européen, George Speight, et soutenu par des membres des forces spéciales des *Republic of Fiji Military Forces*, entra en force dans le Parlement (comme l'avait fait Sitiveni Rabuka 13 ans auparavant) et prit en otage le Premier ministre, les ministres et les députés qui s'y trouvaient. Mais, comparé à celui de 1987, le coup de mai 2000 ne fut que confusion. L'opération était mal planifiée, ses meneurs restant dans l'ombre et poussant sur le devant de la scène des acteurs qui n'avaient pas l'envergure nécessaire pour la faire réussir. Manquant du support opérationnel de l'armée dans son ensemble, ses instigateurs ne purent pas contrôler la radio, la télévision ni les télécommunications.

L'armée ne s'y rallia pas, au contraire. Son commandant, le *Commodore* Bainimarama, instaura la loi martiale le 29 mai. Il prit la tête de l'exécutif du pays et fut ainsi le chef de l'État jusqu'à la signature de l'accord de Muanikau, le 29 juillet. Les putschistes et leurs partisans, qui comptaient sur le soutien des militaires et n'avaient pas prévu leur opposition, se sentirent dépossédés de leur action et accusèrent Frank Bainimarama d'avoir opéré un coup dans leur coup.

Les événements de mai 2000 firent connaître le *Commodore* Bainimarama comme défenseur de la démocratie et des institutions fidjiennes face aux agissements des nationalistes mélanésiens. Ayant obtenu la libération des otages (après 55 jours de détention) puis arrêté les meneurs (visibles) du coup, Frank installa sans tarder un gouvernement provisoire civil dirigé par Laisenia Qarase, choisi pour des compétences économiques et le fait qu'il n'appartenait ni à la classe politique ni à l'establishment coutumier, et retourna à ses fonctions de commandant de l'armée tout en observant les agissements du gouvernement relatifs aux trop lentes enquêtes sur les événements.



Le commodore Franck Bainimarama

Début 2004, à l'approche de l'expiration de son temps de commandement, le *Commodore* se cramponna à son poste et s'opposa au gouvernement pour empêcher que les instigateurs et bénéficiaires du renversement du gouvernement Chaudhry ne continuent à échapper à la justice. Maintenu dans ses fonctions par le Président de la République, malgré l'opposition du Premier ministre, il continua à participer de manière très substantielle à la vie politique du pays. Malgré

les résultats des élections de 2001 et 2006 qui ont conforté la légitimité de Laisenia Qarase, le *Commander RFMF* est resté l'homme fort des Fidji. Aucune sanction véritable n'a été prise contre lui alors que son attitude outrepassait ses compétences. Après des mois de confrontation verbale avec le Premier ministre, les prises de position politiques de Frank Bainimarama se sont radicalisées en septembre 2006 et ses exigences à l'égard du gouvernement Qarase n'ont fait qu'augmenter, suscitant l'inquiétude et les réactions d'États (Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis, notamment) et d'organisations (l'ONU surtout).

Malgré le très fort soutien que lui apportait la communauté internationale, L. Qarase était très isolé aux Fidji : ni ses ministres, ni les institutions coutumières, ni les autorités religieuses, ni les organisations non-gouvernementales locales ne se sont mobilisés en sa faveur. Il a tellement montré sa faiblesse que le *Commodore*, conforté dans sa puissance et lassé de ce qu'il considérait comme les mensonges du chef du gouvernement, a exigé toujours davantage. Mardi 5 décembre 2006, après avoir, depuis la veille, procédé à diverses actions déjà illégales, dont la récupération (sans violence ni résistance) des armes et munitions de la seule unité de la police qui en détenait, Frank Bainimarama a obtenu du Président de la République qu'il contraigne le Premier ministre à céder aux exigences des militaires ou à démissionner. Laisenia Qarase a refusé et *Ratu Josefa Iloilo* a chargé le *Commodore* de mettre en place un gouvernement intérimaire. Puis le Président a changé de position et a désavoué le *Commander RFMF*, qui a décidé de continuer son action, conduisant le quatrième coup d'État fidjien en moins de 20 ans. Se déclarant investi d'une mission au service de son pays qui dépasse l'obligation de respecter la Constitution, le *Commodore* s'est alors fixé pour objectif de finir la tâche commencée en 2000 en empêchant le plein succès du coup d'État conduit par George Speight : il considère de son devoir (et de celui de l'armée dans son ensemble), de faire en sorte que tous les citoyens, sans distinction d'origine, aient les mêmes droits et les mêmes devoirs et que ceux qui ont causés les événements dramatiques de 2000 et/ou qui se sont enrichis indûment soient tous poursuivis et sanctionnés. Ce que le gouvernement Qarase refusait catégoriquement, au nom de la prééminence des intérêts des Fidjiens de souche.

Début 2009, plus de deux ans après son coup d'État, « Frank » peut se féliciter du fait que la violence a été évitée, que la plupart des institutions et organisations fidjiennes ont cessé de s'opposer à lui et à son action (à commencer par le Grand conseil des chefs coutumiers et l'Église méthodiste) et que la majorité de la population le soutient (que ce soit par adhésion ou par résignation). Une Charte populaire a été élaborée, qui pose les bases de l'évolution du pays. Les mentions de l'appartenance ethnique ont disparu des documents officiels. Les sanctions imposées par certains pays, surtout l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, ont pour conséquence une diminution du nombre de touristes se rendant aux Fidji et, donc, l'affaiblissement de l'économie, mais le gouvernement provisoire ne se laisse pas influencer. Le Forum des îles du Pacifique exige pour le 1<sup>er</sup> mai l'annonce d'élections avant la fin de l'année 2009, sinon les Fidji seront exclues de l'organisation. Le gouvernement intérimaire se tourne vers d'autres partenaires, en particulier asiatiques (Chine, Inde, Indonésie, Malaisie) créant sans doute des liens durables, non seulement dans les domaines économique et politique, mais aussi en termes de coopération de défense, qui changeront indéniablement les équilibres régionaux.

Alors que l'armée fidjienne de 1987 avait rallié massivement Rabuka pour défendre les intérêts mélanésiens, celle de 2000, derrière le *Commodore* Bainimarama, refusa de soutenir les conspirateurs et celle de 2006 mena au contraire un coup d'État pour mettre fin aux divisions ethniques et à la domination des chefs coutumiers...

Hélène Goiran

## Les aides au développement

En matière d'aide au développement, les Iles Fidji bénéficient des soutiens suivants :

- Banque Asiatique de Développement : prêts à taux préférentiels à hauteur de 40 M \$, pour la période 2005-2007, pour des projets d'infrastructure (électrification des zones rurales en énergie renouvelable, rénovation et agrandissement des aéroports de Nadi et de Suva-Nausori, travaux routiers)
- FED : 21M€ consacrés à l'éducation et au développement des infrastructures au titre du 9<sup>ème</sup> FED (enveloppe A) sur la période 2004-2008. En 2003, 11,3 M€ ont été décaissés au titre du 8<sup>ème</sup> FED.
- Aides bilatérales : en 2004 - Japon 3,86M€ - Chine 2,81 M€ - Australie 7,35M€ - Nouvelle-Zélande (1,61M€) - France DGCID (0,6 M€). Le Fonds Pacifique a contribué en 2004 à des actions bilatérales menées par nos territoires du Pacifique avec Fidji - La Grande Bretagne a cessé toute aide bilatérale en 2004. À noter le renforcement de l'action de la Chine : visite en août 2006 du ministre chinois des Affaires Étrangères avec la signature d'un protocole d'accord de 1,4 M€ et confirmation d'un prêt de 300 M€ pour des projets à définir.

Source : France Diplomatie, mis à jour le 6 mars 2008